



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°5 – du 27 janvier au 2 février 2023

En bref

- Afin de répondre au manque de main d'œuvre, le gouvernement britannique réfléchirait à l'opportunité d'augmenter le nombre d'heures de travail autorisées pour les étudiants étrangers, de 20 heures hebdomadaires actuellement à 30 heures.

-Selon l'ONS, la dette publique britannique s'établit à 100,2 % du PIB à la fin du troisième trimestre 2022, soit 2 455,2 Md£.

-D'après le Financial Times, une demi-douzaine de fondateurs d'entreprises technologiques britanniques en phase de démarrage ont déclaré que les réductions de crédits d'impôt R&D au R-U et les aides

LE CHIFFRE À RETENIR

35 600

Le nombre de prêts immobiliers octroyés s'élève à 35 600 en décembre, après 46 200 en novembre, soit le plus bas niveau depuis mai 2020.

accordées à l'étranger les ont amenés à examiner plus sérieusement les opportunités internationales.

-Selon Nation Wide House, les prix de l'immobilier ont diminué de 0,6 % en janvier, par rapport au mois précédent, après - 0,3 % en décembre 2022. Les prix ont reculé de 3,2 % par rapport au pic enregistré sur le marché immobilier britannique en août 2022.



❖ **Fait marquant : La Banque d'Angleterre poursuit sa stratégie de hausse de taux.**

Lors de la réunion qui s'est achevée le 1^{er} février 2023, le Comité de Politique Monétaire de la Banque d'Angleterre (CPM) a voté à une majorité de 7 contre 2 pour l'augmentation du taux directeur de 50 pb, à 4 %. Le CPM précise qu'il continue de suivre de près les signes pouvant indiquer des tensions inflationnistes persistantes, notamment l'étroitesse du marché du travail, l'évolution des salaires et l'inflation dans le secteur des services. Dans le cas de pressions plus persistantes, de nouveaux resserrements de politique monétaire seraient nécessaires.

La Banque d'Angleterre a également actualisé ses prévisions macroéconomiques. Les prix élevés de l'énergie et les trajectoires de taux d'intérêt continuent de peser sur le PIB, la production britannique devrait se contracter en 2023 et au premier trimestre de 2024. La récession devrait toutefois rester limitée, la BoE ayant révisé ses prévisions de croissance à la hausse, de -1,5 % à -0,5 % pour 2023 et de -1,0 % à -0,25 % pour 2024. Ceci reflète la réévaluation des perspectives de consommation à la lumière de la vigueur du marché du travail et de la baisse des cours de l'énergie. Le taux de chômage est désormais attendu à 4,25 % en 2023 (5,00 % attendu en novembre) et 4,75 % en 2024 (5,75 %). Les entreprises choisiraient de conserver leur main-d'œuvre, en compensant les coûts par une baisse de leurs investissements. L'investissement des entreprises devrait chuter de 5,5 % en 2023 puis de 5,75 % supplémentaires en 2024.



❖ **Actualité macro-économique**

Selon les dernières prévisions du [FMI](#), le Royaume-Uni devrait être la seule économie des pays du G7 à connaître la récession en 2023 (-0,6 %) – Le FMI a révisé à la baisse, de 0,9 pp, la croissance de 2023 en raison du

resserrement des politiques budgétaires et monétaires, des conditions financières et des prix de l'énergie toujours élevés qui pèsent sur le budget des ménages. Étant sujet à la plus forte révision à la baisse parmi les économies du G7 pour 2023, le Royaume-Uni devrait ainsi être le seul pays de cet ensemble à connaître une récession en 2023. À l'inverse, l'économie britannique est l'unique économie du G7 à subir une révision à la hausse en 2024, de 0,3 pp pour atteindre 0,9 %.

Selon le [British Retail Consortium](#), l'accélération de la hausse des prix de vente des produits alimentaires se poursuit s'élevant à 13,8% en janvier sur 12 mois, après 13,3% en décembre – L'inflation des produits alimentaires non réfrigérés (11,3 %) a connu une forte accélération en raison de la hausse des prix de gros et en vrac, notamment pour le sucre et l'alcool. Les prix des aliments frais sont également restés dynamiques (15,7 %) en raison de l'augmentation des coûts de production des aliments et de la hausse des prix de gros des fruits et légumes.

L'indice PMI manufacturier [S&P Global / CIPS](#) s'est redressé à 47,0 en janvier, après 45,3 en décembre – Le solde des nouvelles commandes s'est rétabli à 44,4 en janvier, contre 41,4 en décembre, et constitue le niveau le plus proche du seuil de neutralité de 50 depuis septembre. L'indice de l'activité future, qui reflète les attentes pour les 12 prochains mois, a légèrement dépassé son niveau moyen des années 2010, après avoir été constamment en dessous de ce niveau depuis mai. Les soldes des commandes totales, des commandes à l'exportation et de la production sont toutefois tous restés plus faibles au Royaume-Uni que dans la zone euro, ce qui suggère que les conséquences du Brexit continuent de peser, à mesure que les

contrats arrivent à échéance. La forte augmentation du coût des financements externes, associée à une demande plus faible, a incité le plus grand nombre d'entreprises depuis novembre 2020 à réduire leur nombre d'employés.

Actualité commerce & investissement

Le gouvernement britannique [annonce](#) de nouvelles aides en vue de stimuler les exportations britanniques de services professionnels à l'étranger – Les aides (jusqu'à 75 000£) seront attribuées aux autorités chargées de réguler des professions réglementées (architectes, comptables, etc.) en vue d'élaborer des accords de reconnaissance mutuelle avec des pays tiers. Selon le gouvernement, ce soutien permettra de réduire les obstacles auxquels sont confrontés certaines professions dès lors qu'elles cherchent à exercer à l'étranger (demande de qualifications supplémentaires, coûts des procédures).

En voyage officiel au Vietnam, Malaisie et Singapour, le secrétaire d'Etat Greg Hands réaffirme l'engagement britannique sur le plan commercial dans la région Indopacifique – A cette occasion, il a rencontré ses homologues, dont notamment Tran Quoc Khanh au Vietnam et Tengku Zafrul Awiiw en Malaisie, et M. Gan à Singapour. Greg Hands a indiqué vouloir continuer le dialogue en vue de renforcer les relations bilatérales. Il a réaffirmé la volonté britannique de rejoindre l'accord

transpacifique CPTPP et de promouvoir les investissements croisés.

Le dernier [rapport](#) de *UK in Changing Europe* témoigne des difficultés économiques post-Brexit du Royaume-Uni –

Selon le rapport, la mise en œuvre de l'accord de commerce et coopération a perturbé le commerce britannique avec le marché unique mais également avec le reste du monde. Ainsi, en 2021, le Royaume-Uni a connu la plus faible croissance annuelle de ses échanges comparativement aux autres pays du G20, soit 2,5 %. Rappelant certains mécanismes provisoires inscrits dans l'ACC, le rapport présente, outre la période de révision de l'ACC en 2026, des domaines où la coopération pourrait être renforcée notamment sur le climat, l'énergie, les frontières, le numérique, et la recherche. Sur le plan commercial, le rapport estime que des mesures pourraient être adoptées pour faciliter les flux, notamment l'alignement des règles SPS, ainsi qu'en créant davantage d'interopérabilité entre le futur guichet unique douanier européen et les douanes britanniques.

Actualité financière

Réglementation financière et Marchés

Le gouvernement britannique [consulte](#) sur la création d'un cadre réglementaire pour les fonds de pension et portant sur l'évaluation de la qualité-prix (« Value for Money ») – Le cadre proposé est exposé dans un document de consultation publié conjointement par le Department for Work

and Pensions (DWP), la Financial Conduct Authority (FCA) et le Pensions Regulator (TPR). Selon cette consultation, les régimes seront tenus de divulguer la performance de leurs investissements, leurs coûts et frais et la qualité de leurs services au moyen d'indicateurs clairs et comparables qui seront rendus publics. L'objectif est de permettre des comparaisons entre les différents régimes de retraite à cotisations définies (DC) et de permettre aux consommateurs de choisir le meilleur fond pour leurs objectifs. Aussi, le TPR pourrait être doté de nouveaux pouvoirs lui permettant d'imposer la liquidation et la consolidation lorsqu'un régime ne fournit pas assez de valeur ajoutée à ses membres. La ministre des pensions indique que cette initiative nécessitera un "changement culturel" sur le marché des pensions au Royaume-Uni, qui se concentre actuellement sur les frais peu élevés plutôt que sur la valeur globale et les rendements de l'investissement.

La Banque d'Angleterre (BoE) a [publié](#) les statistiques mensuelles de décembre 2022 des émissions de capitaux britanniques –

Ces statistiques s'intéressent aux émissions d'obligations, de billets de trésorerie et d'actions sur le marché primaire non gouvernemental. Les émissions brutes de capitaux par les résidents du Royaume-Uni se sont élevées à 33,4 Mds£ sterling en décembre, contre 59,9 Mds£ sterling en novembre et 44,4 Mds£ sterling en moyenne au cours du semestre précédent, une baisse cependant constatée chaque année en décembre. Cette diminution est attribuée par la BoE à la baisse des émissions de papier commercial, qui ont chuté à 12,6 Mds£ en décembre, comparativement à 31,3 Mds£ en novembre et à la moyenne semestrielle précédente de 20,6 Md£. En décembre 2021, les émissions de papier avaient également

baissé mais avec une amplitude moindre (11,9 Mds£ contre 19,9 Mds£ en novembre 2021). Les émissions nettes annuelles de capitaux ont été de -13,8 Mds£ en 2022, soit 58,7 Mds£ de moins que l'année précédente et 72,6 Mds£ de moins que la moyenne des quatre années précédentes.

Le gouvernement britannique a publié une [consultation](#) sur son futur cadre de régulation des crypto-actifs – Les plateformes de négociation de crypto-actifs, les dépositaires et intermédiaires ainsi que les plateformes de prêts devront être autorisées par la FCA avant de pouvoir servir les consommateurs britanniques. De plus, les dépositaires ainsi que les plateformes de prêts devront détenir suffisamment de capital et de liquidité pour faire face à des crises et ne pas porter de préjudices à leurs clients. Elles devront aussi être plus transparentes quant aux risques que prennent les consommateurs, le mécanisme de garantie des dépôts, le *Financial Services Compensation Scheme*, ne compensant pas les pertes liées aux crypto-actifs par exemple. Enfin, les intermédiaires et dépositaires devront mettre en place des mécanismes et processus clairs de recours en cas de pertes de crypto-actifs mis en dépôts.

Le HM Treasury a publié une déclaration de [politique générale](#) sur son approche de la réglementation de la communication financière sur les crypto-monnaies – Cette déclaration fait suite à une consultation menée en 2020 sur la future législation permettant de faire entrer certains cryptoactifs dans le champ d'application des règles relatives à la communication financière. Elle introduit une exemption temporaire de la restriction des communications financières pour certains cryptoactifs éligibles couverts par le

Financial Promotion Order (FPO). Quatre critères à remplir permettront cette éligibilité : fongibilité, transférabilité, ne pas être pas une monnaie électronique, et non émise par une banque centrale. Cette exemption permettra aux entreprises de cryptoactifs enregistrées auprès de la FCA de faire la promotion de leurs produits cryptoactifs éligibles sans avoir besoin d'une autorisation supplémentaire. Contrairement à son plan initial, elle prévoit une période de transition de six mois pour permettre aux parties prenantes de se mettre en conformité.

Lors d'une [audition](#) parlementaire, le Comité de la Chambre des communes sur le travail et les pensions a interrogé S. Breeden, en charge de la stabilité financière à la banque d'Angleterre sur la crise des fonds de pension de septembre dernier – Bien que les fonds de pensions adoptant une stratégie de « liability - driven investment » soient a priori dans une meilleure situation qu'avant la crise (du fait de la diminution de la valorisation de leurs engagements), S.Breeden a déclaré aux députés que la BoE présenterait le mois prochain des plans visant à renforcer leur résilience face aux chocs du marché. Ce plan se concentrerait sur la résilience financière, mais s'attaquerait également aux problèmes opérationnels apparus dans les fonds LDI. S.Breeden a également dévoilé que les pertes subies par les fonds de pension du fait de la vente forcée de *gilts* pendant la crise de fin septembre pourraient s'élever à 4Mds£.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs :

Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr